

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 14/207 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PRISE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 4422-16 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET PORTANT PROPOSITION DE REFORME DE L'ORGANISATION TERRITORIALE DE LA CORSE

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2014

L'An deux mille quatorze et le douze décembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ANGELINI Jean-Christophe, BARTOLI Marie-France, BASTELICA Etienne, BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, DONSIMONI-CALENDINI Simone, FEDERICI Balthazar, FEDI Marie-Jeanne, FERRI-PISANI Rosy, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, GRIMALDI Stéphanie, LACAVE Mattea, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, MILANI Jean-Louis, NICOLAI Marc-Antoine, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, de ROCCA SERRA Camille, RUGGERI Nathalie, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme BIANCARELLI Viviane à M. BASTELICA Etienne
Mme CASALTA Laetitia à Mme NIELLINI Annonciade
M. CASTELLI Yannick à M. FEDERICI Balthazar
Mme FRANCESCHI Valérie à Mme BEDU-PASQUALAGGI Diane
M. FRANCISCI Marcel à Mme RUGGERI Nathalie
Mme HOUEMER Marie-Paule à Mme DONSIMONI-CALENDINI Simone
Mme MARTELLI Benoîte à M. ORSINI Antoine
M. MOSCONI François à M. NICOLAI Marc-Antoine
Mme NATALI Anne-Marie à M. SINDALI Antoine
M. ORSUCCI Jean-Charles à M. CHAUBON Pierre
M. POLI Jean-Marie à Mme GIACOMETTI Josepha
Mme RISTERUCCI Josette à M. STEFANI Michel
M. SANTINI Ange à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette
M. SUZZONI Etienne à M. de ROCCA SERRA Camille
M. TATTI François à M. LUCCIONI Jean-Baptiste

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU la Constitution,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 4422-16,

- VU** le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** sa délibération n° 13/203 AC du 27 septembre 2013 portant diverses décisions et propositions de modifications constitutionnelles, législatives et réglementaires concernant les institutions particulières applicables à la Corse,
- VU** les procès-verbaux des réunions du comité stratégique et de la commission des compétences législatives et réglementaires de l'Assemblée de Corse pour l'élaboration d'un projet de réforme de l'organisation territoriale de la Corse,
- VU** les rapports au comité stratégique et à la commission des compétences législatives et réglementaires de l'inspecteur général de la collectivité territoriale de Corse,
- VU** la contribution en date du 9 décembre 2014 du conseil économique, social et culturel de Corse,
- VU** le courrier du président du conseil général de la Haute-Corse en date du 10 décembre 2014 et la motion adoptée par le conseil général de la Corse-du-Sud dans sa séance du 8 décembre 2014, relatifs au projet de rapport de la commission des compétences législatives et réglementaires,
- VU** l'avis exprimé en séance par le président du conseil exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la commission des compétences législatives et réglementaires,

APRES EN AVOIR DELIBERE

CONSIDERANT

- que le III de l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales lui donne compétence pour « *présenter des propositions tendant à modifier ou à adapter des dispositions législatives en vigueur ou en cours d'élaboration concernant les compétences, l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble des collectivités territoriales de Corse, ainsi que toutes dispositions législatives concernant le développement économique, social et culturel de la Corse* » ;
- que l'organisation territoriale de la Corse est trop complexe, insuffisamment efficiente et par certains côtés incohérente ;
- que doit être mise en œuvre une réforme de cette organisation générant simplification, clarification, efficacité, économies d'échelle, et garantissant un équilibre territorial dans le cadre d'institutions déconcentrées ;
- qu'il apparaît indispensable que la Corse fasse connaître clairement au Gouvernement quelles sont ses attentes en la matière, avant même que le Parlement n'entame l'examen du projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- que la Corse ne peut en effet ni laisser passer cette occasion, ni prendre le risque de perdre, pour l'essentiel, la spécificité et l'originalité de son statut particulier ;

- qu'il est également indispensable que l'Assemblée de Corse soit de nouveau consultée pendant l'examen de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République par l'Assemblée Nationale et le Sénat pour préciser les modalités de transfert de compétences et de financement résultant du projet de modification de l'organisation territoriale tel que détaillé dans le rapport joint en annexe.

ARTICLE PREMIER :

DECIDE, dans le cadre des dispositions du III de l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales, de proposer une réforme de l'organisation territoriale de la Corse, portant création d'une collectivité de Corse déconcentrée par fusion de l'actuelle collectivité territoriale de Corse et des conseils généraux de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud, telle qu'elle est détaillée dans la partie du rapport susvisé de la commission des compétences législatives et réglementaires, consacrée exclusivement aux principes, à la structure et à l'architecture de la collectivité unique, joint à la présente délibération.

ARTICLE 2 :

DEMANDE à Monsieur le Premier ministre de bien vouloir reprendre les propositions qu'elle lui adresse dans un amendement du Gouvernement à la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République.

ARTICLE 3 :

DEMANDE qu'il soit procédé à une consultation des électeurs, dans le cadre des dispositions prévues par l'article 72-1, 3^{ème} alinéa de la Constitution.

ARTICLE 4 :

CREE un comité de coordination composé de représentants des trois collectivités chargé d'étudier et de suivre l'exécution des modalités pratiques de mise en œuvre de la fusion en une collectivité unique. Les fonctions dudit comité prendront fin à l'entrée en vigueur du nouveau statut.

DECIDE la constitution d'une commission pluripartite réunissant les représentants de la Collectivité territoriale de Corse, des conseils généraux de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse et des établissements publics départementaux, les représentants des organisations syndicales des personnels et des partenaires sociaux, chargée de définir et d'évoquer les mesures concernant les personnels mentionnés dans le rapport susvisé (page 34).

ARTICLE 5 :

CHARGE le président du conseil exécutif de Corse de transmettre la présente délibération et son rapport annexé au Premier ministre et au préfet de Corse, conformément aux dispositions du V de l'article L. 4422-16 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 :

DEMANDE à Madame la ministre de la décentralisation et de la fonction publique de bien vouloir recevoir une délégation d'élus de la collectivité territoriale de Corse, afin de lui présenter la proposition de réforme faisant l'objet de la présente délibération et notamment d'examiner la question du calendrier.

ARTICLE 7 :

RAPPELLE que la présente délibération doit faire l'objet d'une publication au Journal Officiel de la République française, conformément aux dispositions de l'article L. 4422-17 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 :

Cette délibération a fait l'objet d'un vote à scrutin public, dont les résultats sont les suivants :

ONT VOTE POUR : 42 - Mmes et MM.

ANGELINI Jean-Christophe, BARTOLI Marie-France, BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCUCCI Jean, CASALTA Laetitia, CASTELLI Yannick, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, DONSIMONI-CALENDINI Simone, FEDERICI Balthazar, FERRI-PISANI Rosy, FRANCESCHI Valérie, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, GRIMALDI Stéphanie, HOUEMER Marie-Paule, LACAVE Mattea, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, MARTELLI Benoîte, MILANI Jean-Louis, MOSCONI François, NATALI Anne-Marie, NICOLAI Marc-Antoine, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, ORSUCCI Jean-Charles, POLI Jean-Marie, de ROCCA SERRA Camille, SANTINI Ange, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, SUZZONI Etienne, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

ONT VOTE CONTRE : 8 - Mmes et MM.

BASTELICA Etienne, BIANCARELLI Viviane, BUCCHINI Dominique, FEDI Marie-Jeanne, FRANCISCI Marcel, RISTERUCCI Josette, RUGGERI Nathalie, STEFANI Michel

S'EST ABSTENUE : Mme

SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette

ARTICLE 9 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité territoriale de Corse.

AJACCIO, le 12 décembre 2014

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI